



Amin ALLAL

Chercheur en sociologie politique au CNRS.

DES LENDEMAINS QUI CHANTENT LES SCIENCES SOCIALES DU POLITIQUE

Ce qui frappe l'esprit quand on regarde le parcours de Amin Allal, c'est d'abord une certaine continuité, certes renouvelée, mais brillamment assumée. Arrimée à une tradition de recherche très empirique en science politique, sa pratique du métier de « sociologue du politique » s'inscrit dans le sillage du maître Camau, père fondateur de la science politique tunisienne francophone, s'il en est. D'un autre côté, Amin Allal appartient à une nouvelle génération de chercheurs qui, tout en accompagnant les bouleversements politiques que connaissent le Maghreb et les mondes arabes, renouvellent des questionnements théoriques ancrés dans le champ des sciences sociales du politique. « La rigueur du qualitatif », la pratique ininterrompue d'enquêtes de terrain très fouillées et le primat accordé à la collégialité scientifique dans la production des textes scientifiques forment, chez lui, la recette d'une recherche excellente et prolifique. Amin Allal est aujourd'hui chercheur au CNRS, affilié à la [section 40 « Politique, pouvoir, organisation »](#) dont il fut membre élu du comité national de 2016 à 2021. Sociologue du politique, ses travaux portent principalement sur les rapports au politique des classes populaires au Maghreb. Il mène de multiples investigations s'intéressant tout autant aux relations de travail, domestiques ou de genre, comme aux effets des politiques publiques, notamment de développement. Les expériences associatives, la vie de quartier, les politisations discrètes comme les insurrections ou protestations collectives sont au cœur de ses enquêtes au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Au commencement était le populaire : genèse d'un intérêt scientifique

Dès le début de sa trajectoire de chercheur, son appétence scientifique pour les « classes populaires » est construite en objet de recherche. En 2005, il

entame une recherche doctorale en science politique. Ainsi sa thèse, soutenue en décembre 2013 à l'IEP d'Aix-en-Provence sous la direction de Mohamed Tozy, est intitulée *L'autoritarisme participatif. Politiques de développement et protestations dans la région minière de Gafsa en Tunisie (2006-2010)*. Cette recherche doctorale, dont une bonne partie a été réalisée à l'IRMC, s'intéressait à la manière dont l'injonction à la participation des classes subalternes sert la légitimation politique du régime autoritaire de Ben Ali, tout en restant attentive à l'affaiblissement de ses effets de légitimation par les protestations du bassin minier de Gafsa en 2008. À partir de cette recherche doctorale, exploitant un riche matériau empirique, il publie plusieurs articles dans des revues importantes de sciences sociales du politique. Contentons-nous de citer ici « Réformes néolibérales, clientélisme et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », paru en 2010 dans la revue *Politique Africaine*.

Et puis survint la Révolution...

Le soulèvement populaire de 2010-2011 constitue, pour Amin Allal, l'opportunité d'approfondissement d'une réflexion sur le rapport au politique des classes populaires, déjà amorcée dans sa thèse. Ainsi, sa réflexion sur les politisations populaires à l'aune de l'événement révolutionnaire tunisien se prolonge dans d'autres enquêtes et publications. On peut citer « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier ! Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartier populaire lors du moment révolutionnaire à Tunis », publié également dans la revue *Politique Africaine* en 2011, ou encore « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », dans la *Revue française de science politique*.

Un tournant : la « confirmation » scientifique et la consolidation intellectuelle

Depuis son recrutement comme chargé de recherche au CNRS en 2014 (peu après sa soutenance de thèse en 2013), Amin Allal mène une activité scientifique collégiale et prolifique difficile à résumer. *Core researcher* dans le programme ERC/WAWAW (*When Authoritarianism Fails in the Arab World*), il y coordonne plusieurs publications et activités scientifiques, parmi lesquelles un colloque international à Beyrouth en octobre 2016 intitulé « *How economics matter? L'an V des révolutions au prisme de l'économie et du social* » ainsi qu'un manuel de sociologie politique sur les mondes arabes intitulé *Introduction aux mondes arabes en (r)évolution*, co-écrit avec Assia Boutaleb et Marie Vannetzel. Sa réflexion sur l'autoritarisme, présente continûment dès ses premiers travaux, se prolonge également après les révolutions arabes.

On peut citer dans ce cadre un numéro thématique de la revue *Politique Africaine* qu'il co-dirige avec Marie Vannetzel en 2017, portant sur les *Restaurations autoritaires* dans les mondes arabes d'après les soulèvements populaires de 2011. Amin Allal coordonne par ailleurs depuis le CERAPS à Lille, avec Karel Yon, le projet ANR « Redécouvrir la citoyenneté industrielle : passés et présents des relations entre travail et agir politique ». Dans ce cadre, il organise en juin 2018 à Tunis, avec Samuel Hayat et Karel Yon, le colloque intitulé « La citoyenneté industrielle. Perspectives Sud-Nord » qui donnera lieu à la publication en 2020 d'un dossier de la revue *Critique Internationale* intitulé : « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail ».

Il est également l'un des *core researchers* du projet DREAM (*Drafting and Enacting Revolutions in the Arab Mediterranean*), porté par Leyla Dakhli. Outre la coordination de plusieurs activités scientifiques à Tunis et à Marseille, il contribue dans le cadre de ce projet à deux ouvrages.

Avec Layla Baamara, Leyla Dakhli et Giulia Fabbiano, il codirige notamment *Cheminevements révolutionnaires. Un an de mobilisations en Algérie (2019-2020)*, paru aux éditions du CNRS en 2021.

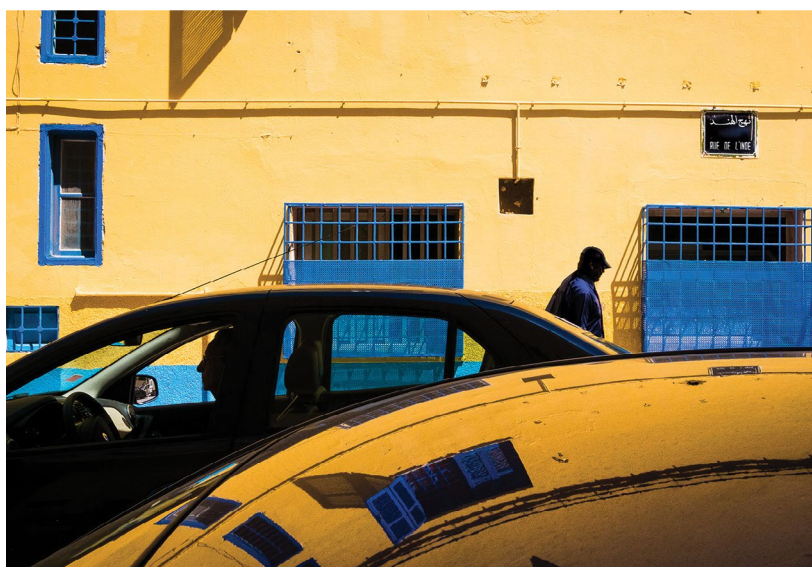
Soulignons aussi l'ancrage « aréal » de Amin Allal dans les mondes arabes : sa plus

récente aventure intellectuelle collective consiste en la résurrection de la revue homonyme *Mondes Arabes*, dont le premier numéro paraît en mai 2022. D'entrée de jeu, dans l'introduction intitulée « Aréal, parce que je le vaux bien ! », il défend, avec Assia Boutaleb et Manon-Nour Tannous, toute la pertinence du positionnement « aréal » de la revue dans la production théorique d'une connaissance universelle.

Back to the roots

En 2017, Amin Allal revient au point de départ de sa carrière. Affecté à l'IRMC entre 2017 et 2020, il y organise plusieurs activités de recherche et contribue à y faire vivre une ambiance de collégialité scientifique.

Durant son affectation, il met en place le séminaire « Études du politique. Entre spécificité des cas et universalité des approches », lors duquel il invite conjointement un chercheur français et un autre tunisien pour confronter des expériences de recherche prenant pour objet le/la/les politique(s). Il publie dans le même temps un ouvrage collectif qu'il codirige avec Vincent Geisser intitulé *Tunisie. Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, paru en 2018 et réunissant plusieurs contributions sur les mutations que le processus de démocratisation produit dans plusieurs espaces sociaux tunisiens. Tout en continuant en parallèle ses enquêtes de terrain, il s'implique de manière notable dans les activités de formation à la recherche. Dans ce cadre, il lance l'atelier « Jeune Recherche », véritable espace d'échange et de convivialité doctorales au sein de l'IRMC. Lors de ces séances fermées, la discussion animée par Amin Allal ne s'est jamais départie d'une attention particulière aux « ficelles du métier » de la recherche en sciences sociales, notamment de ses dimensions



"Tunis in May". © Skander Khlif

méthodologiques et rédactionnelles mais aussi des conditions sociales de production de la connaissance.

Les discussions stimulantes qu'il y anime se prolongent la plupart du temps lors des déjeuners avec les doctorants, moments de partage de connaissances (et souvent, aussi, de très bonnes pizzas !).

Héritier d'une science politique tunisienne et maghrébine empirique, Amin Allal est également d'ores et déjà un chercheur qui transmet, qui forme et qui encadre.

Mohamed Slim BEN YOUSSEF



Jean-Pierre CASSARINO

Professeur au Collège d'Europe (Varsovie), chercheur associé à l'IRMC.

PARCOURS D'UN POLITISTE SANS FRONTIÈRES

En regardant le parcours de Jean-Pierre Cassarino, ce qui vient immédiatement à l'esprit, ce sont ses liens avec de nombreuses institutions de part et d'autre de la Méditerranée. Après avoir vécu et travaillé au Maroc, en Tunisie et en Jordanie, il enseigne aujourd'hui la gouvernance des migrations, ainsi que la coopération internationale sur les questions migratoires au [campus de Natolin du Collège d'Europe](#). Il est également passé par l'Université d'Aix-Marseille en tant que titulaire de la chaire Migration Studies de l'[IMÉRA](#), par l'Institut Robert Schuman de l'[Institut Universitaire Européen de Florence](#), ainsi que par l'[Université de La Tuscia](#). Il est actuellement membre du conseil scientifique du laboratoire [ESCAPES \(Université de Milan\)](#), et compte parmi les coordinateurs de l'[Accademia Diritto e Migrazioni \(ADiM\)](#). Sa carrière a également été marquée par ses activités de conseil auprès du gouvernement tunisien post-révolutionnaire, de l'Union Européenne, et des Nations Unies. C'est très modestement qu'il raconte son parcours, marqué d'après lui par l'intervention du hasard, trois « bifurcations » majeures qu'ont représenté l'IRMC, l'[Institut Universitaire Européen](#), et enfin la Révolution tunisienne.

Première bifurcation, et premiers pas en Tunisie

C'est un 13 septembre 1993, à l'âge de 25 ans, que Jean-Pierre Cassarino passe pour la première fois le portail bleu de l'IRMC. Il rejoint l'institut en tant que Volontaire du Service National (VSN), qui remplace alors le service

militaire français. Première « bifurcation » dans son parcours : c'est presque par hasard qu'il découvre l'existence de ce centre nouvellement créé, alors qu'il est étudiant à [Sciences Po Aix](#) et fréquente l'[IREMAM](#). C'est ici, par bruits de couloir, qu'il apprend l'existence de ce nouvel institut de recherche en sciences sociales à Tunis. Après l'obtention de son DEA sur le monde arabe et musulman, il parvient à rejoindre l'IRMC en tant que VSN.

Durant ces 18 mois de volontariat à l'institut, il occupe alors la fonction de documentaliste. Arabisant, il est responsable notamment du catalogage des ouvrages en langue arabe de la bibliothèque de l'Institut. Pour lui, l'IRMC est l'endroit où il est « né scientifiquement ». Il y apprend la rigueur scientifique, et c'est ici également qu'il dit avoir trouvé amitiés exceptionnelles et dévotion assidue au travail. L'IRMC est alors un très jeune centre de recherche, créé un an auparavant, une initiative nouvelle en période de dictature. Nous sommes alors sous écoute, et les lecteurs de la bibliothèque sont dans certains cas de « faux » lecteurs. L'institut, sous la direction de Michel Camau, a cependant pu animer des activités scientifiques qui, selon Jean-Pierre Cassarino, ont permis à ce lieu d'être un havre d'accès à la connaissance, de liberté de penser, en dépit du contexte autoritaire.

Deuxième bifurcation : ancrage dans le monde de la recherche sur le Maghreb

Deuxième « bifurcation » dans le parcours du politiste : c'est au détour d'une conversation avec un fonctionnaire